De la fin de l'économie de plantation à la fin de la planification à la française

SCHNAKENBOURG C., 2016, *Histoire de l'industrie sucrière en Guadeloupe aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles. Les « Vingt calamiteuses » et la fin de l'économie de plantation (1966-2000)*. L'Harmattan, 269 pages. ISBN: 978-2-343-10296-2

Il existe généralement plusieurs modalités de lecture d'un ouvrage: la découverte d'un auteur sur une thématique plutôt inconnue, l'état de réflexions d'un collègue sur des questions plus liées à nos champs de recherche ou encore les travaux conduits par des connaissances dont on veut voir les avancées et les dernières publications. On peut aussi se sentir plus ou moins proche pour des raisons personnelles, amicales, de « compagnonnage de route », de rencontres fortuites, sans suite l'attention que soulève un titre. Du coup, suivant ces regards et ces attentes, les commentaires peuvent être de nature différente: ils donnent des visions variées, des recensions plus ou moins personnelles. Nous commentons ainsi deux ouvrages apparemment sans lien direct sauf celui de leur arrivée...Pourtant on peut dire qu'ils participent d'un mouvement commun: le premier concerne la fin de l'économie de plantation durant ce que SCHNAKENBOURG nomme «les Vingt calamiteuses». DORMOIS dans le second, traite de la fin de la planification urbaine à la française, conçue et mise en œuvre dans les Trente Glorieuses et analyse les politiques récentes.

- I. L'ouvrage de SCHNAKENBOURG, (plus loin CS) peut ainsi faire l'objet de différentes lectures qui traduisent aussi en partie notre propre parcours et nos regards sur les Antilles: beaucoup d'affection, de rencontres et parfois, des ruptures.

Le dernier ouvrage de CS se définit par son sous-titre: *les 'Vingt calamiteuses' et la fin de l'économie de plantation, 1966-2000*. Il est essentiellement question de la disparition des usines et finalement d'un mode de production industriel et agricole. La crise de la canne, objet de la seconde partie, est déjà au cœur de la première: « fondamentalement, la crise de l'industrie sucrière est d'abord une crise de la canne », (page 73). Ce qui est en cause, c'est la fin de l'économie de plantation, conséquence nécessaire, inéluctable, c'est le « changement complet de paradigme: on est passé d'une économie de plantation tournée vers l'exportation à une économie de consommation mue par les transferts publics », (page 197). Encore que cette formule, relativement banale et peu nouvelle, ne traduise pas ce qui est l'essentiel de la pensée et de l'ambition de CS. En effet, cet ouvrage est le dernier d'une grande série sur l'histoire de l'industrie sucrière en Guadeloupe aux XIX^{ème} et au XX^{ème} siècle. La troisième partie, même si la remarque vise surtout le chapitre 8 n' « est tout au plus qu'un squelette. Il appartiendra à nos successeurs de lui donner corps », (note 1, page 197).

L'histoire de la Guadeloupe à travers l'histoire du sucre

Les précédents volumes sont consacrés respectivement à *la crise du système esclavagiste*, tome 1, à *la transition post-esclavagiste*, tome 2, à *aux fluctuations et dépendance*, tome 3, à *les 'Vingt glorieuses' de la sucrerie guadeloupéenne, 1946-1965*, tome 4. Ces fameuses « vingt calamiteuses » qui constituent le volume 5 de la série marquent la fin actée de l'économie de plantation. C'est ainsi un ouvrage qui conclue un large panorama historique avec comme clé centrale la canne et l'industrie sucrière mais cette entrée permet d'élargir le regard: c'est celui porté sur un monde en partie disparu et tout autant encore très actuel, revendiqué et assumé par la création sur le site de l'usine Darboussier (fermée en 1981), à deux pas du campus de Fouillole, du Mémorial ACTe, (Centre caribéen d'expressions et de mémoire de la Traite et de l'Esclavage). Cette zone du carénage longtemps friche industrielle en plein centre de Pointe à Pitre doit être analysée dans les politiques de rénovation urbaine de l'agglomération pointoise. Sur ces aspects historiques, urbains et urbanistiques, la thèse de TERRAL, (2013) est riche d'enseignement. On peut avec bonheur commencer la lecture par les quatre pages de conclusion pour avoir une vision générale de l'ambition de l'auteur et voir, au-delà du squelette annoncé, les réalités les plus contemporaines.

Certes la présentation formelle n'est pas forcément la plus attractive: les graphiques ne sont pas toujours de la plus grande élégance. Les tableaux nécessaires et riches souvent denses et en gros caractères auraient pu être mieux mis en page et on imagine volontiers que les informations et les données quantitatives présentées, et celles sans doute

dont dispose l'auteur, pourraient demain faire l'objet de quelques traitements économétriques élémentaires de grand intérêt. La page 60 de notre exemplaire est blanche et la bibliographie (volontairement) succincte.

C'est en réalité une histoire de la Guadeloupe qui montre et souligne la permanence de la question de l'esclavage, celle des couleurs de peau qui ressurgissent régulièrement: une histoire où « expose les contradictions structurelles qui minaient déjà la filière à l'époque de la croissance mais que celle-ci avait jusqu'alors masquées et qui débouchent sur une crise systématique et cumulative », (page 5). Histoire encore d'une « confrontation dialectique entre l'industriel et le social », (page 253), de l'affirmation mille fois répétée que la Guadeloupe et la Martinique sont marquées par la croissance mais par un mal ou un non développement. Histoire des contradictions politiques où « l'Etat est pris au piège du discours assimilationniste », (page 256), conduisant l'auteur, dans ses dernières lignes, à une « vision pessimiste » et à une curieuse (et discutable à notre sens) comparaison entre l'industrie sucrière en Guadeloupe et les charbonnages du Nord-Pas de Calais.

L'Usine comme cristallisation d'un rapport social

L'auteur est plus heureux quand il parle « de *l'Usine* au singulier et avec une majuscule (et pas seulement des usines en tant qu'unités de production) comme *cristallisation d'un rapport social* », (page 253), (c'est nous qui soulignons). Ce rapport social, il faut l'entendre et le comprendre comme *cristallisation des tensions et des contradictions* entre les grands propriétaires et le colonage, entre les paysans et les industriels, les syndicats, ceux spécifiques qui vont se développer notamment sur la canne et après sur la banane, opposés aux sections locales des grandes centrales nationales, (pages 176-182). Tensions et contradictions encore entre les forces politiques qui revendiquent l'égalité des prestations sociales sur le niveau hexagonal et les conséquences qui en découlent- l'auteur le note à plusieurs reprises-, en ce qu'elle rend plus délicat encore d'atteindre la rentabilité des entreprises, (page 47). Des désillusions sont évoquées sur les effets de l'intégration du sucre des DOM dans le marché commun européen, (page 68), et DELFAUD (1977) qui a travaillé aussi sur ces questions est largement opposé à ce point de vue.

Tensions bien entendu entre les forces politiques guadeloupéennes, entre celles-ci et les pouvoirs publics et du ministère de l'outre-mer, la rue Oudinot, à travers multiples rapports qu'évoquent CS. Il se fait sans doute facilement plaisir en notant que les hauts-fonctionnaires- on en a connu beaucoup dont certains chargés de mission au Commissariat au plan (Peyronnet)-, ont « une approche technocratique glacée », (page 106) alors qu'il est le premier à montrer la grande attention, la forte connaissance et souvent leur volonté de trouver des solutions techniques certes mais politiques, économiques et sociales possibles. Pour faire bonne mesure, il décrit aussi des personnages hauts en couleur, SIMONNET qui « aime le sucre », (page 40), la stratégie de repli savamment construite du groupe EMPAIN, ou encore A. BON de Marie-Galante.

Histoire dépassée, retrouvée, mythifiée en partie : celle des cabrouets, des postes de pesage, celui de Port-Louis par exemple, des petits trains, et tout particulièrement, celle des odeurs qui prenaient à la gorge dès la sortie de l'aéroport, (l'ancien bien sûr) de Raizet : odeurs et visions singulières et prenantes des champs de canne en feu dont la fumée se voyait sur une grande partie de la Grande Terre et de la Basse Terre. Et cette formidable différence entre Pointe à Pitre facilement agressive et la gentillesse merveilleuse des populations agricoles des campagnes toujours prêtes à vous aider lors d'une crevaillon d'un pneu ou d'un bricolage génial pour une panne sur la voiture de location. Différence énorme dans les populations étudiantes, celles de la région de Pointe à Pitre ou du Moule et celle de Basse-Terre et de Saint-Claude.

Quand on parle de la Guadeloupe on a en tête sans doute « l'île -papillon » mais aussi à l'archipel avec les Saintes et Marie- Galante: une multiplicité de zones, de mornes, de basses terres, de ravines, de grands-fonds qui conforte le sentiment que chaque espace est spécifique, répond à des conditions géo-climatiques singulières et à des règles de fonctionnement largement héritées de l'après seconde-guerre mondiale quand on ne trouve pas largement des héritages dans les décennies précédentes. Il y a bien- il y avait du moins-, *des terroirs de la canne et des rhums* aux goûts nuancés et différents. L'histoire de la canne est bien celle des *Illes à sucre* (CRUSOL, 2007), confrontées à la mondialisation, à la productivité et à la concurrence accrue entre pays producteurs et celle des différents cycles et localisation privilégiée des peuplements. La carte de la page 27, pas très lisible, qui ne concerne que la Guadeloupe strictement dite est vitale pour comprendre comment se sont localisées les usines et comment des microsociétés se sont constituées avec leurs références, leurs modes de fonctionnement, leurs « enracinements » au sens d'ancrage

et de difficultés aussi à s'ouvrir et à s'adapter au monde moderne, ici entendu au sens des Vingt glorieuses. En 1965, il existait 11 usines dont une à Grande Anse de Marie-Galante, 4 en 1981 et une en 1995, celle GARDEL qui fait plus que résister. A. BAZIR de Gardel nous a communiqué les chiffres de tonnes broyées en 2015 445614

L'auteur peut avec finesse, en grand connaisseur des dossiers, des données de production par usine et par année des rapports officiels, des débats publics, des mouvements sociaux nous parler du *nauffrage des usines*, titre de la première partie après l'apogée en partie trompeuse de l'année 1965. A cette date, on aurait atteint les « limites écologiques de la canne » et pas seulement dans le reste de l'archipel à une époque où ce terme ne figurait pas dans les agendas et les analyses, pas davantage dans les principales préoccupations qui étaient surtout financières, (pour ne pas parler de dettes croissantes), de catastrophes climatiques beaucoup plus courantes et déterminantes. L'auteur évoque à juste titre des mouvements sociaux rémanents, des erreurs de gestion, notamment à Beauport, entraînant des révisions profondes et définitives des stratégies des usines et des industriels par la « concentration des usiniers créoles », (page 37). Ainsi, une autre grande figure du sucre avec SIMONNET et HUYGUES-DESPOINTES, A. BON de Marie- Galante prend sa retraite (en 1963) et CS en conclue que « c'est ce qu'attendaient les pouvoirs publics pour lancer une vaste opération de restructuration industrielle et *foncière* (c'est nous qui soulignons et on y reviendra) de l'économie sucrière marie-galantaise», (page 41) mais pas seulement ici.

Le processus de déclin marqué pour reprendre les termes et les paragraphes de l'auteur par le *basculement* (1963-1966), *l'effondrement* (1966-1974), *le fond du gouffre* (1977-1984) va être accentué par la crise de la compétitivité, liée à l'extension du Smig aux Dom qui va, paradoxalement, produire des effets négatifs sur la productivité des usines alors qu' on ne peut plus élargir «les limites géographique et écologique» « de la culture de la canne, (page 49): les usines sont trop nombreuses, trop petites, mal outillées et incapables de faire les investissements nécessaires, d'autant que les banques sont devenues réticentes et en particulier, est pointé le rôle du Crédit agricole. Les personnels salariés et petits planteurs, mais « l'on sait que ce sont souvent les mêmes », (page 53), sont en nombre insuffisant, pas toujours présents car ils «donnent la priorité à leurs propres travaux, ne s'engageant sur les habitations que tant que leurs cannes ne sont pas encore prêtes à être récoltées, et inversement, les portant à l'usine seulement quand ils les jugent bonnes», (page 53). Les contraintes techniques qui veulent que la canne soit broyée dans les 24 heures qui suivent la coupe ont du mal à être respectée, aggravant ainsi les défauts de qualité du produit. La coupe est décidément importante et vitale sur un plan technique et humain mais davantage encore «en raison de sa forte charge symbolique et des lourdes réminiscences qu'elle charrie», (page 87).

« Une fuite devant la canne »

Comme il peut y avoir une fuite devant l'impôt, il y a aussi nous dit CS, «une fuite devant la canne», (page 114) se traduisant par un double mouvement de la plus grande importance.

-Le premier consiste dans *la reconversion des planteurs vers la banane* Ce qui est dit pour la Basse Terre (page 114) peut être généralisé: on peut faire l'histoire longue, pluriséculaire des Antilles par celle de la *succession et la substitution cyclique* des produits et des sources d'enrichissement et d'appauvrissement. Pour la période sous examen, il y a bien le passage de la canne à la banane pour autant que les terres s'y prêtent et le génie des agriculteurs se manifeste. La pression des possédants des terres y réussissent souvent, du moins pour quelques décennies. Mais le cycle de la banane va retrouver en effet de miroir et de mimétisme, pratiquement les mêmes effets: enthousiasme, crises, conflits sociaux et financiers, barrage et asphyxie des deux ailes du papillon par la facilité avec laquelle régulièrement le pont de la Gabarre sur la Rivière salée est fermé, batailles politiques auprès et contre Bruxelles, rapports et subventions, prix garantis puis relatif déclin pour de nouveaux cycles.

Les propriétaires et mandataires des grandes surfaces dont certains tirent leurs richesses de ces cultures, préfèrent régulièrement des produits agricoles importés et ne favorisent pas les tentatives de production diversifié locale. L'auteur prend par exemple le melon tenté et réussi en partie à Saint-François, (page 235), on pourrait ajouter l'élevage, même si les contradictions entre les intérêts agricoles et touristiques vont se manifester. Très tôt à Sainte Anne en Martinique, ces tensions et la prise en compte des dimensions écologiques feront l'objet de débats. Les autorités ont pourtant voulu limiter cette fuite devant la canne par d'importantes réformes foncières dont les fondements pouvaient être autant judicieux que nécessaires mais qui ont eu souvent des effets aggravant le mal que l'on voulait traiter. Acceptons les arguments proposés par l'auteur, à savoir que la réforme de 1961 «fut mal conçue

(dans) un environnement défavorable», (page 129), à savoir le décalage entre les impératifs de la modernité et la « Guadeloupe de 'LASSERRE', ce grand maître de la géographie 'tropicale', ex-coloniale», (pages 132-133). Mais l'argument explicatif de cet échec fondamental, et l'auteur le montre bien, consiste dans le fait que les attributions furent «souvent contestables», (page 135): les bénéficiaires furent «des membres de la classe moyenne urbaine, fonctionnaires percevant les indemnités de 40% de 'vie chère', professions libérales, commerçants, qui ont les moyens d'acquérir un lot et de s'acquitter des annuités de remboursement », (page 136).

-Le second mouvement, celui de *la construction et de la spéculation immobilière* est plus profond encore et va donner lieu à des transformations fondamentales dans l'économie, la géographie et les mentalités des populations : floraison de lotissements, conquête progressive des mornes, métropolisation dans son sens morphologique, littoralisation des constructions et des résidences principales qui va transformer la Guadeloupe et la Martinique. *Des villes sur des îles*, accroissant les difficultés habituelles et quotidiennes des déplacements, faisant des îles, des chenilles de voitures, des monstres de congestion dont toutes les améliorations de la voirie et des rocades intra-urbaines, pourtant importantes, ne feront qu'accentuer les encombrements. L'objectif de l'auteur n'est pas de traiter de front ces questions mais il nous donne cependant des clés dans le tableau 19 par exemple sur les opérations de lotissement réalisées à l'occasion des désengagements fonciers de Beauport.

La Guadeloupe alors, est passé « d'une économie de plantation tournée vers l'exportation à une économie de consommation mue par les transferts publics », (page 197) et ici, dans les pages finales, SCHNAKENBOURG retrouve des arguments mille fois répétés : «une économie sans moteur interne, une économie artificielle», une croissance sans développement avec« l'impression que le mécontentement augmente en même temps que les transferts publics », un tourisme jugé fragile pour de multiples raisons dont certaines renvoient à l'Histoire et là aussi à des cycles des investisseurs et des opérateurs alors que les régions et les départements y ont vu de grandes espérances souvent déçues. Les collectivités locales y ont investi énormément, rénové les écoles hôtelières, aidé à la formation professionnelle des employés, soutenu des compagnies aériennes. Mais dans le tourisme et l'hôtellerie aussi la violence des conflits sociaux alterne avec le sourire de l'accueil: on ne sait jamais trop qui est l'otage de qui. On pense à l'hôtel La Batelière en Martinique et à cette épave honteuse qu'est devenu le Calinago à Gosier.

De la rue Victor Hugues aux années Fouillolle

On a parlé de l'auteur, de CS et de son *Histoire de l'industrie sucrière*. Mais CS pour nous est surtout et d'abord « Schnak », un physique de deuxième ligne et une voie de stentor que l'on entendait dans l'enceinte de la fac de droit et d'économie de Fouillolle. C'est aussi une forte personnalité très attachée pour des raisons personnelles, affectives et professionnelles à la Guadeloupe. Il a fait partie durant plusieurs années de cette catégorie singulière dite des « missionnaires » qui pour certains en Guadeloupe, d'autres en Martinique, d'autres pour les deux îles ont assuré des enseignements dans la période de la création et de la montée en puissance de l'université des Antilles et de la Guyane. C'est à ce titre de missionnaire que je l'ai connu comme d'autres intervenants dont F. DREYFUS ou des bordelais, P. DELFAUD et P. SADLAN.

Il n'était pas évident que les missionnaires bordelais fussent immédiatement acceptés avec bienveillance aux Antilles dans la mesure où elles « dépendaient » juridiquement de l'Académie de Bordeaux pour la validation et la délivrance des diplômes et les rares collègues locaux, assistants et maîtres-assistants voyaient souvent avec inquiétude débarquer « les bordelais », craignant parfois une remise en cause des notes des copies, voyant surtout une réminiscence et persistance larvée d'une certaine forme de colonisation latente alors que les mouvements indépendantistes dont certains universitaires antillais n'étaient pas éloignés étaient en pleine effervescence. Plus largement, de nombreux collègues universitaires ont été attirés par le monde politique et y ont exercé des mandats électifs. *les Vingt calamiteuses* en rend bien compte dans les pages du dernier chapitre. La thématique de la croissance sans développement ou contre le développement, celle de l'économie d'assistance renforcée par des transferts publics toujours insuffisants et anesthésiants en étaient des formes plus «académiques». Les débats sur la négritude et la créolité en paraissaient des modalités à la fois d'ordre littéraire et politique ainsi que la question de savoir si l'on pouvait enseigner et écrire mémoire et thèse en créole et non en français, question généralement soulevée et conduite par des personnalités; des auteurs des collègues dont la qualité de l'expression écrite et orale, notamment dans les colloques scientifiques, ne manquait pas de « nous » donner des leçons. L'influence de CESAIRE,

de GLISSANT, de Cuba était importante et aussi implicitement sans qu'il fut revendiqué, GRAMSCI. On pense par exemple au colloque sur *l'action régionale aux Antilles et en Guyane* tenu au campus de Fouillole de décembre 1987 dont nous avons le programme sous les yeux

C'est à l'occasion d'une mission d'examens au début des années soixante-dix que j'ai découvert la Guadeloupe et la Martinique et été invité à assurer des missions d'enseignement et suivi les premières réunions constitutives de la future université créée en 1982, pilotées notamment par J. ADELAÏDE-MERLANDE. . Les enseignements en Guadeloupe se faisaient dans un immeuble en plein centre de Pointe à Pitre, rue Victor-Hugues, immeuble en grande partie vétuste dont il fallait suivre avec attention les lignes rouges tracées au plancher qui délimitaient les zones sécurisées. En Martinique, les premiers cours avaient lieu dans la merveilleuse Villa Clitandre devenue quelques années plus tard, siège momentanée du Conseil régional.

Le hasard ou les contradictions locales et les vicissitudes universitaires en matière de «concurrence» traditionnelle, réelle entre les deux îles antillaises et de la place de la Guyane a fait que le doyen de transition en Guadeloupe était un martiniquais, J. CRUSOL ce qui nous ramène aux *Iles à sucre*. J. CRUSOL, avec un guadeloupéen qui fera sa carrière en Martinique, M. LOUIS, nous ont fait découvrir la Guadeloupe et notamment le gwo-ka-«art musical 'noble'», (page 169) de G. KONKET dans son établissement perdu dans les arrières de Lamantin. Une lecture attentive de l'ouvrage de Schnak mais sans doute encore très personnelle, retient aussi quelques noms qui ont marqué la Guadeloupe ou au moins le monde universitaire dont certains n'étaient pas éloignés du GONG, Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe. Ainsi, l'auteur évoque R. THESAUROS, (page 172), à la personnalité duale: militant «caché» la nuit, président d'université aux compétences reconnues le jour, J. BERTHOLOT, (page 169), architecte mondialement connu, homme d'une infinie délicatesse, leader d'un mouvement pour la reconnaissance, la glorification d'une architecture respectueuse de la culture traditionnelle dans ce qu'elle a de plus ancré et ouverte sur le monde moderne (1985) dont la mort reste encore à ce jour officiellement non expliquée.. CS cite encore A. BUFFON en note 14 (page 204) qu'il définit comme «un des meilleurs économistes de sa génération», (voir Buffon, 1979). Assurément, mais de surcroît dans son domicile des hauts de Gosier, BUFFON disposait d'une collection de peintures haïtiennes qu'il avait pris le temps de nous faire découvrir, comprendre et apprécier

En Martinique, nous avons retrouvé des amitiés indéfectibles : J. CRUSOL dans les différentes fonctions qu'il a pu exercer et notamment sur ses responsabilités en matière de tourisme, M. LOUIS, (Lacour 2010), E. DEVOUE et F. CELIMENE. Et aussi P. SAINT-CYR, autre président de l'UAG, un des théoriciens de l'ultra-périphéricité qu'évoque CS, (page 61) qui passe rapidement sur les handicaps classiquement énoncés de la micro-insularité, de l'éloignement des marchés, des facteurs climatiques (pages 62-63 ; *RERU*, 2007, 1). Ces facteurs sont plus généralement abordés aujourd'hui par la thématique de la *vulnérabilité* en même temps que celle-ci soit partiellement remise en cause (ANGEON, 2015). On pense encore aux colloques ASRDLF organisés en Martinique, en 1994 avec F. Célimène qui a donné lieu à *l'intégration régionale des espaces* (1997) et celui de 2011 qu'a mené de main de maître V ANGEON, (*RERU* 2013, 5). Angeon, maintenant à l'INRA, en Guadeloupe, réussit ainsi à réaliser la triangulation entre les deux îles, et avec nous. C'est une grande chance.

Sans aucun doute, c'est bien la fin de l'économie de plantation dont traite ce livre et celle des autres volumes, mais au-delà, pas la fin d'une passion pour les terres antillaises. Pas une passion aveugle mais largement raisonnée que nous assumons. Quelles que soient les images souvent trop belles ou trop pessimistes, les représentations, les attentes que suggère le mot Guadeloupe, il faut lire ce livre: chacun y trouvera son sucre.